



Un couple de gobiidés



Une blennie

ENTRETIEN

Certaines espèces « risquent de s'éteindre dans l'indifférence »



BIODIVERSITÉ Une récente étude d'ampleur du CNRS sur les poissons révèle que les plus menacés sont les moins étudiés par les scientifiques. L'un de ses auteurs, **Nicolas Mouquet**, déplore des biais géographique et émotionnel tant de la part de la recherche que du public et s'inquiète pour le futur.

L'effort de recherche est guidé par « l'attrait commercial des poissons » plutôt que par leur importance écologique, révèle une étude du CNRS parue le 17 juillet. Elle pointe « des biais qui nuisent directement à la préservation des espèces marines ». L'intérêt du grand public se porte davantage sur des critères esthétiques. Nicolas Mouquet, chercheur en écologie au CNRS à Montpellier (Hérault) et premier auteur de l'étude, en dévoile les principaux enjeux.

En quoi cette étude est-elle importante ?

Nous nous sommes intéressés à la manière dont l'être humain perçoit la biodiversité, avec deux dimensions : notre compréhension, donc l'effort de recherche scientifique,



Une morue



Une blennie

et notre intérêt, nos émotions, donc l'attention du grand public. Des presque 4 000 espèces de poissons de récifs tropicaux et rocheux connus, nous en avons retenu 2400. Nous avons trouvé que les espèces les plus cosmopolites attirent l'attention du grand public et des scientifiques. Mais certaines concentrent l'essentiel de l'effort de recherche et d'autres l'attention du public. Enfin, beaucoup n'attirent ni l'un ni l'autre, notamment les espèces menacées, selon les critères de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Celles pour lesquelles, paradoxalement, nous avons besoin de davantage d'informations pour les conserver. Elles risquent de s'éteindre dans la plus grande indifférence.

Comment l'expliquez-vous ?

La pêche et la consommation déterminent trop souvent l'effort de recherche sur les poissons à l'échelle mondiale. C'est une fuite en avant : on exploite les écosystèmes marins, et le financement de la recherche est calqué sur cette dynamique. Concrètement, il y a moins de programmes de recherche dédiés à la conservation qu'à l'exploitation. Il y a plus de chances d'être financé en travaillant sur la sardine ou le thon que sur des espèces non consommées, mais essentielles au fonctionnement des écosystèmes – des espèces « clés de voûte » – et à la préservation de la biodiversité.



NICOLAS MOUQUET
Chercheur
en écologie au CNRS
à Montpellier

Avez-vous identifié d'autres biais ?

Il existe également un biais géographique assez marqué. La recherche est fortement occidentalisée, concentrée dans les latitudes élevées, alors que la biodiversité est massivement plus importante dans les zones tropicales. La taille des poissons constitue également un autre biais car leur suivi repose sur deux méthodes : en pleine eau, le comptage des espèces trouvées dans les filets de pêche, donc les plus gros poissons ; et sur les récifs, l'envoi de plongeurs qui comptent ce qu'ils voient. Il est donc compliqué de mesurer la diversité des poissons plus petits, qui souvent se cachent dans les récifs, encore plus celle de ceux qui sont actifs la nuit. Cela explique le déficit d'attention, notamment pour les espèces dites crypto-benthiques, comme les blennies et les gobiidés, qui se camouflent, sont souvent actifs la nuit et de petite taille.

Enfin, l'intérêt du grand public se porte majoritairement sur la beauté des poissons, importante en aquariophilie. C'est le « syndrome de Nemo » : tout le monde trouve joli un poisson-clown. Les espèces crypto-benthiques, ternes, camouflées, sont moins attrayantes. Ces biais s'infiltrèrent dans notre imaginaire collectif et touchent jusqu'à la communauté scientifique : les oiseaux les plus colorés sont les plus étudiés. La taille, les

dimensions émotionnelle et culturelle de certaines espèces, comme le loup ou l'ours, déterminent aussi notre capacité à nous sentir concernés par la biodiversité.

Quelles seraient les conséquences de la disparition de ces espèces de poissons ?

C'est difficile à dire, mais nous jouons avec le feu. Les espèces qui récoltent le moins d'intérêt ont aussi une plus grande vulnérabilité au changement climatique. Elles seront plus impactées dans les prochaines années. On connaît environ 15 000 espèces de poissons marins, dont près de 40 % n'ont pas encore été évaluées par l'UICN, et les poissons crypto-benthiques représentent une large part de ce pourcentage. À terme, nous faisons face à un risque de bascule dans le fonctionnement des écosystèmes. On peut enlever un, deux ou trois rivets sur une aile d'avion sans conséquence. Mais si on enlève un rivet de trop, l'aile se désagrège. C'est ce qui peut se produire avec un écosystème, comme pour la surexploitation de la morue au début du siècle. Impossible ensuite, même en arrêtant la pêche, de revenir à l'état de départ. Il existe des hypothèses plus optimistes où les systèmes écologiques, résilients, conserveraient néanmoins des fonctions essentielles. Dans tous les cas, seule une recherche scientifique non biaisée et inclusive permettra de savoir quel scénario nous allons vivre.

Avec quel rapport à la biodiversité demain ?

Le scénario catastrophe, c'est que se dessine un futur dans lequel nous préserverons, d'une part, une biodiversité utile pour nous en termes de nourriture ou de molécules pharmaceutiques, d'autre part, une sorte de zoo planétaire, avec des espèces belles ou patrimoniales maintenues par l'interventionnisme humain. C'est le cas des réserves de pandas en Chine et des bisons réintroduits en Pologne, nourris au fourrage en hiver. C'est un scénario anthropocentré, loin de ce qu'est la nature en réalité. En matière de biodiversité, il faudrait que nous grandissions un peu et que nous sortions de ces postures utilitaristes et émotionnelles. Cela passe par la compréhension, l'éducation, les médias. Pour étudier et gérer le problème de la crise de la biodiversité avec pragmatisme, il ne s'agit pas de renier les émotions et les sentiments, qui sont un levier très fort pour s'investir, mais d'atteindre un meilleur niveau de compréhension. À court terme, il faut de la communication, des financements pour étudier la nature ordinaire, et non pas que celle que nous exploitons. Il faut interpeller les pouvoirs publics, surtout les financeurs. Et à long terme, gagner en maturité dans notre relation à la nature. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR JESSICA STEPHAN